

SOUTENEZ · DEFENDEZ · VOTEZ

2013-2018

**UN PROGRAMME
D'AVENIR**



unir

UNIR PREPARE VOTRE AVENIR

La population est jeune. Plus de 60% des togolais ont moins de 25 ans.

C'est un capital de ressources humaines exceptionnel.

C'est une raison d'espérer et de croire en l'avenir du Togo, à condition :

- De préparer cette jeunesse à son avenir,
- De la former à relever les défis de demain,
- De la préparer physiquement et moralement à tenir ses engagements,
- De l'aider à surmonter toutes les difficultés rencontrées sur le chemin de la formation, de l'emploi, de la réussite.

«Notre jeunesse est une préoccupation pour nous. Le sous emploi et le chômage frappent cette jeunesse, qu'elle soit rurale ou urbaine, qu'elle soit éduquée ou non éduquée. Cette situation peut conduire à des comportements de désespoir »

Faure Essozimna Gnassingbé

22e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP/UE

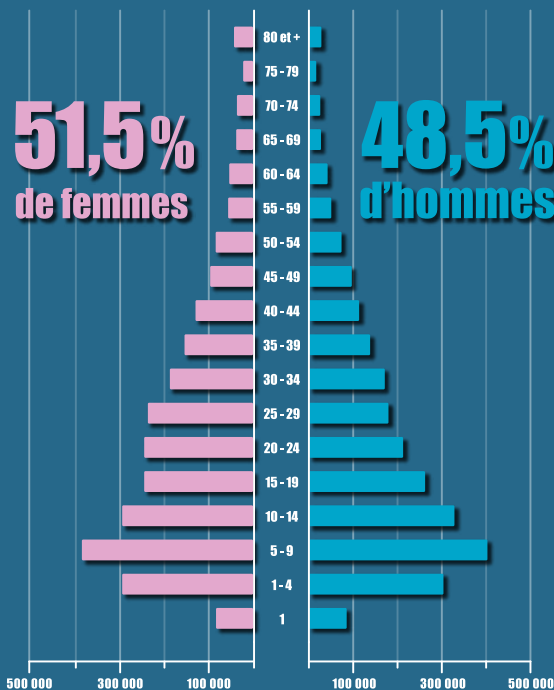
22 novembre 2011 à Lomé,

UN POTENTIEL
POUR LE FUTUR

60% DE LA POPULATION
A MOINS DE 25 ANS

51,5%
de femmes

48,5%
d'hommes



**LES DEPUTES UNIR
EN FERONT UNE PRIORITE DE
LEUR MANDAT**



**LES DEPUTES UNIR
S'ENGAGENT A REPRESENTER
LES GENERATIONS FUTURES**



**LES DEPUTES UNIR SERONT LA
A LEUR COTE PENDANT 5 ANS**

UNIR RASSEMBLE POUR REUSSIR

La bonne gouvernance politique est la priorité

- après le Dialogue inter togolais,
- après l'Accord Politique Global,
- après la Commission Vérité, Justice et Réconciliation

Les députés d'UNIR seront :

- À l'écoute des citoyens,
- Sur le terrain de leur vie quotidienne,
- En concertation avec la société civile et les syndicats,
- En négociation avec leur opposition parlementaire,
- Solidaire de leur coalition gouvernementale
- Sur le front des libertés et des droits des citoyens,
- En lutte contre l'intolérance,
- En ordre face au désordre.

**LES DEPUTES UNIR
S'ENGAGENT A RASSEMBLER
TOUS LES TOGOLAIS**



**LES DEPUTES UNIR
PREPARERONT AVEC VOUS
ET POUR VOUS
UN AVENIR MEILLEUR**



**LES DEPUTES UNIR
SERVIRONT L'ETAT ET SES
INSTITUTIONS**

UNIR POUR UNE DEMOCRATIE APAISEE

*« Bâtir ensemble,
c'est savoir surmonter
les intérêts particuliers et
immédiats...pour réfléchir
à des solutions durables »*

Faure Essozimna Gnassingbé

le 27 avril 2013 à Lomé

Pour apaiser les conflits et adopter des solutions politiques durables :

- Le dialogue animera la démocratie
- La concertation sera positive
- La coalition dépassera les clivages
- La cohabitation sera la sagesse

**LES DEPUTES UNIR
RAPPROCHERONT LES
CITOYENS ET L'ADMINISTRATION**



**LES DEPUTES UNIR
FERONT APPLIQUER LE DROIT
ET LA JUSTICE**



**LES DEPUTES UNIR
VEILLERONT AUX DROITS ET
AUX DEVOIRS DU CITOYEN**

UNIR POUR UNE BONNE GOUVERNANCE ECONOMIQUE

De nombreuses réformes administratives ajoutées à des innovations dans la modernisation de l'Administration des Ministères, des Services de l'Etat comme des grandes entreprises publiques, ont été initiées par le Gouvernement et soutenues par la coopération des grandes institutions internationales.

Recrutement, formations, modernisation, informatisation, management, sont à l'ordre du jour et la culture du résultat et de la performance est en train de participer à la création de nouvelles richesses vives du Togo.

Il est manifeste qu'aucune pause dans cette période de réforme n'est possible si l'Etat veut atteindre ses objectifs inscrits dans la législature qui s'annonce.

**LES DEPUTES UNIR
VOTERONT DES BUDGETS
D'INVESTISSEMENTS**



**LES DEPUTES UNIR
DEFENDRONT ENCORE LE
SALAIRE DES AGENTS DE L'ETAT**



**LES DEPUTES UNIR
RELEVERONT LE SALAIRE
MINIMUM GARANTI AUX
SALARIES DU PRIVE**

UNIR ET LA GOUVERNANCE ÇA MARCHE!

PREUVE 1

- **Réduire la dette, principe de bonne gestion**
 - La dette publique extérieure a été réduite de 1075,9 milliards fin 2007 à 278,8 milliards FCFA fin 2012.

PREUVE 2

- **Accroître les recettes, preuve de gestion réaliste**
 - Les recettes de la Direction Générale des Impôts - **DGI** passent de 105,7 milliards FCFA en 2009 à 158,8 milliards FCFA en 2013 (prévision), **soit une augmentation de +50%**
 - Les recettes de la Direction Générale des Douanes - **DGD** passent de 123,3 en 2009, 205,1 milliards FCFA en 2013 (prévision), **soit une augmentation de +66%**

PREUVE 3

- **Retrouver marge de manœuvre et crédibilité**
 - En 2013 ce seront +6% de bonus qui seront dégagés entre les Recettes et les Dépenses. Cette marge de manœuvre retrouvée permet, par exemple, à l'État de faire face à la crise.

PREUVE 4

- **Equilibrer les Budgets Recettes/Dépenses**

- Les dépenses budgétaires sont maîtrisées de 326,3 milliards FCFA en 2009 à 689 milliards FCFA en 2013, soit +111% de croissance.

- Les recettes budgétaires de 317,3 milliards FCFA en 2009 passent à 689 milliards FCFA en 2013, soit +117% de croissance.

PREUVE 5

- **Une augmentation constante**

- Le P.I.B, produit intérieur brut courant du Togo a augmenté de +33,8% sur la période 2009/2012.

PREUVE 6

- **Une croissance continue**

- Le Taux de Croissance de 2,8% en 2008 est passé à 5,9% en 2012. Le Gouvernement attend un taux identique en 2013.

PREUVE 7

- **Une baisse sensible**

- Le Taux d'Inflation : de 8,7% en 2008 à 2,6% en 2012.

« Pour la première fois depuis des décennies, nous avons enregistré sur trois années consécutives, un taux de croissance économique en hausse constante »

Faure Essozimna Gnassingbé
extrait des Vœux à la Nation Togolaise, le 31 décembre 2012 à Lomé

UNIR AMENAGE LE TOGO DES VILLES ET DES VILLAGES

L'amélioration durable du tissu urbain est une nécessité du développement. Cette stratégie vise notamment à rééquilibrer l'armature urbaine togolaise, à améliorer l'assainissement et à limiter la dégradation des conditions de vie en milieu urbain. L'environnement rural fera l'objet aussi de nombreuses interventions

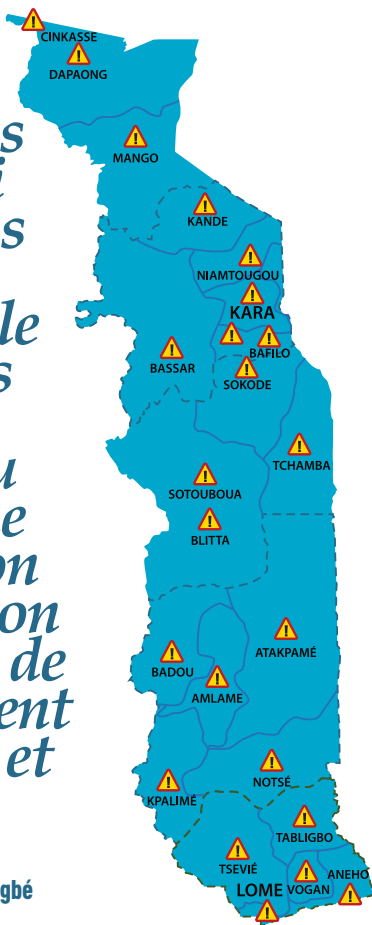
- **le Projet d'Aménagement Urbain du Togo (PAUT)** a été mis en place entre février 2009 et décembre 2013 pour un montant de **13,9 milliards de FCFA.**

11 communes sont concernées : Dapaong, Niamtougou, Kara, Sotouboua, Sokodé, Bafilo, Blitta, Atakpamé, Notsè, Kpalimé et Lomé.

- La mise en place d'**un PAUT II** vient de démarrer, avec pour objectif global de restaurer la capacité de rétention du système lagunaire de Lomé, et d'améliorer durablement le tissu urbain. Son coût global serait de **41 millions d'euros.**

« Ce que nous avons réussi à Lomé, nous pouvons et nous allons le réaliser dans les villes de l'intérieur du pays afin que chaque région devienne à son tour un pôle de développement économique et social »

Faure Essozimna Gnassingbé
le 27 avril 2013 à Lomé



Des progrès évidents

CATÉGORIE DE ROUTE	LONGUEUR EN 2003	LONGUEUR EN 2012
Routes nationales revêtues	1 633,4	1 877,9
Routes nationales non revêtues	1 439,7	1 355
Pistes rurales classées	892,1	892,1
Pistes rurales non classées	3 939,9	5 910
Total	7 905,1	10 034,9

Le réseau routier a augmenté de **2129 km** entre 2003 et 2012. Entre 2009 et 2012, **2550 km** de pistes rurales ont été réhabilitées.

Il est prévu pour les années à venir la réhabilitation et l'aménagement de **1000 km** de pistes par an, ainsi que l'ouverture de **500km** de pistes par an à l'intérieur du pays.

Intervention sur le réseau routier

Entre 2010 et 2013 l'Etat est intervenu sur 10 943 km de routes. Des travaux d'aménagement, de bitumage, de construction et d'entretien ont été réalisés à travers tout le pays.

● REGION MARITIME



● Bilan d'intervention sur 1524km

- l'axe littoral Frontière Ghana-Avepozo (18 km) et Aného- Frontière Bénin (5km)

- Construction de 2 ouvrages (Assomé et Zafi)
- Aménagement de 7 bassins (Caméléon, Lycée d'Agoé, Houmbi, Avedji 1, Avedji 2, Leo 2000 et Adidogome)

● Perspectives sur 626km

Avant fin 2013 ce sont 514 km de travaux et études qui démarreront. En 2014 ce sont 122 km de travaux et études en perspectives ainsi que la construction d'un passage supérieur de type échangeur pour fluidifier le trafic dans la zone portuaire.

● REGION DES PLATEAUX



● Intervention et études sur 2070 km

- l'axe Kpalimé-Adagali (22 km)
- l'axe Adagali- Kpélé Govié (12 km) en cours
- Construction d'un ouvrage à Kpéssi

● Perspectives sur 4011km

Avant fin 2013 ce sont 651 km de travaux et études qui démarreront, ainsi que la construction de 2 ouvrages (Alinmodji et Ougbo). En 2014 ce sont 3 360 km de travaux et études en perspectives.

● REGION CENTRALE



● Bilan d'intervention sur 1874km

- Construction de deux ouvrages en cours à Toulé et Goubi

● Perspectives sur 444km

Avant fin 2013 ce sont 324 km de travaux et études qui démarreront.

En 2014, des études porteront sur 120 km.

● REGION DE LA KARA



● Bilan d'intervention sur 1524km

- l'axe Kabou-Bassar (23 km)
- les contournements de la faille d'Aledjo et de Défalé (30 km) actuellement en cours
- Construction de 2 ouvrages (Mô et Siou)

● Perspectives sur 652km

Avant fin 2013 ce sont 394 km de travaux et études qui démarreront. En 2014 ce sont 258 km de travaux et études en perspectives.

● REGION DES SAVANES



● Bilan d'intervention sur 605km

- la réhabilitation du tronçon Tandjouaré-Cincassé actuellement en cours (81 km)

- Construction de 4 ouvrages (Borgou, Tanloaga, Dontougou, Yembou)

● Perspectives sur 269km

Avant fin 2013 ce sont 159 km de travaux et études qui démarreront.

En 2014, ce sont 110km d'études en perspectives.

■ Aménagements routiers urbains

Il est prévu d'aménager 10 km par an de rues dans la ville de Lomé.



LOMÉ EN CHANTIER

Depuis 2010 les chantiers à Lomé sont programmés jusqu'en 2013 :

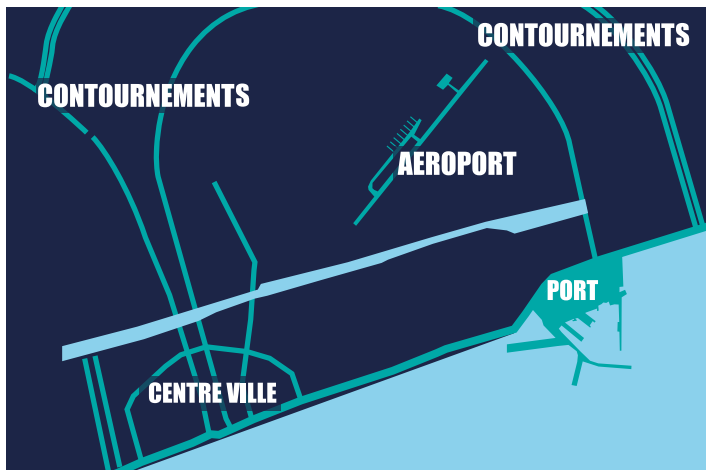
- Réhabilitation et modernisation du tronçon Aflao-Rond Point PAL (9,2 km) par une double voie de 9 m de large de chaque côté
- Réhabilitation de la section critique du boulevard Todman sur 1,20 km
- Pavage du boulevard de l'Oti (2,4 km) qui désenclave les quartiers de Bé, Akodéssewa et Adakpamé
- Réhabilitation et élargissement de la voie 37 TKA (2x2 voies) reliant le boulevard de la Paix (route de l'aéroport)
- Réhabilitation complète du boulevard circulaire
- Le grand contournement de Lomé (14,1 km) est en cours

L'EXEMPLE DE LOME

- Réhabilitation de la rue Koumoré,
- Réhabilitation de l'avenue Kléber Dadjo,
- Réhabilitation de l'avenue Maman N'Danida sud,
- Réhabilitation de l'avenue Georges Pompidou,
- Réhabilitation de l'avenue de Calais prolongée.

De nombreux autres chantiers sont actuellement en cours dans la ville :

- Tronçon Lagune-Colombe en cours de réhabilitation
- Aménagement et bitumage du boulevard du HAHO
- Aménagement de 9 bassins.



■ Le Port et ses atouts

- Compétitivité : 3 jours de moins de délai de traitement des marchandises qu'à Abidjan
- Expansion des équipements du P.A.L. pour faire face à une extension du trafic du port. Les infrastructures sont rénovées compte tenu du volume du trafic qui a doublé en 10 ans.
- **Construction du 3ème quai en cours sur 36 hectares d'une longueur de 450 mètres**
- Travaux de modernisation en cours
- Extension du quai minéralier
- Construction d'un nouveau terminal de transbordement des conteneurs **324 millions d'euros, l'investissement direct le plus important jamais réalisé par le secteur privé au Togo.**

■ L'électrification au service de tous

- Adoption d'un plan stratégique du sous-secteur de l'électricité
- Objectif d'accès au réseau électrique de 50% des populations urbaines et périurbaines d'ici 2015
- Nombreux projets d'électrifications rurales
- Construction d'une nouvelle centrale en 2010
- 25 transformateurs installés
- 32 km de lignes de basse tension réalisées
- Plateformes multifonctionnelles en cours

■ Transports urbains : pour une desserte dense

- 33 bus circulent depuis 2012 dans Lomé
- 10 bus sont affectés à l'université de Lomé
- 5 bus sont affectés à l'université de Kara

■ Aéroports : expansion en chantier

- Construction d'un centre commercial et hôtelier aéroportuaire livrable début 2014
- Accroissement du trafic aérien : 600 000 passagers par an actuellement, 2,5 millions attendus à terme
- Capacité du parking aéroportuaire qui sera portée à 600 places
- Volume du fret qui s'est multiplié par 3 en 30 ans, et sera multiplié par 3 d'ici 2015
- Développement de l'aéroport de Niamtougou

■ Chemin de fer : relancer un grand projet

- 546 km de voies à réhabiliter
- Orientation gouvernementale qui tend à favoriser la préservation du réseau routier par l'utilisation du chemin de fer
- Projet d'embranchement vers le Ghana en cours de réalisation
- Rénovation actuelle de la voie Tokoin/Djidjolé
- Grands projets internationaux de désenclavement toujours en discussion

« Nous poursuivrons dans cette optique, les efforts que nous avons engagés pour mener à bien les travaux de modernisation de l'Aéroport International et du Port Autonome de Lomé. »

Faure Essozimna Gnassingbé

extrait des Vœux à la Nation Togolaise le 1 janvier 2013 à Lomé

UNIR DONNE LA PRIORITE A L'EMPLOI

- **Pour redonner espoir aux nouvelles générations**, notamment celles vivant dans les zones rurales
- **Pour saisir toutes les possibilités de programmes et de projets** permettant de créer des emplois
- **Pour contrôler des financements opérationnels** d'aide à l'emploi.
- **Pour établir la concertation permanente** avec le secteur privé pour que **Formation-Emploi soient efficaces.**
- **Pour associer le secteur privé** aux programmes d'action initiés par l'État.



«L'un des principaux atouts du Togo, c'est son capital humain»

Faure Essozimna Gnassingbé, candidat.
Verbatim de campagne Présidentielle 2005

Avec 3,7 millions de jeunes togolais et togolaises, l'emploi des Jeunes impose la mobilisation des ressources de tous les acteurs publics et privés : État, secteur Privé, investisseurs institutionnelles, Chambre de Commerce et d'Industrie, etc.

Les actions conduites par l'Etat et notamment le ministère du Développement à la Base, constituent de véritables avancées. **C'est une politique globale de l'emploi**, actuellement en préparation par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale avec l'appui de la Banque Mondiale, qui apportera la solution.

Déjà, sur la période 2008-2012, **plus de 50 milliards FCFA** ont été négociés et plus de **15 programmes** ont été mis en place pour le développement à la base et de développement de l'Artisanat.

Ces nombreuses initiatives traduisent la volonté de l'Etat d'apporter des réponses concrètes aux besoins d'emplois.

- **Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG)**

Plus de 4.000 groupements pour plus de 4,1 milliards FCFA de financements, sous forme de microcrédits. Avec le soutien de TOGOTELECOM.

- **Projet de Soutien aux Microprojets Communautaires (PSMICO)**

Plus de 50 communautés ont été concernées, avec un appui de plus de 4,3 milliards de FCFA.

- **Projet du Développement Communautaire (PDC)**

Pour des activités génératrices de revenus. 14 milliards FCFA sont complétés aujourd'hui par le **PDCPlus**, soutenu par la Banque Mondiale (BM) à hauteur de 7,1 milliards FCFA et de partenaires privés.

D'autres programmes seront soutenus par l'ANADEV, Agence Nationale au Développement à la Base

- **Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADER)** qui vient d'être créé avec 7,1 milliards de FCFA
- **Le Maillage du Territoire** en structures Communautaire et **l'autonomisation de la jeunesse seront renforcés par l'impact des Plates-Formes Multifonctionnelles (PTFM)** dont l'objet est de fournir de l'énergie au milieu rural pour alléger la pénibilité des corvées quotidiennes.
- Ce sont déjà plus de 2.780 jeunes qui se sont portés volontaires dans le cadre du **PROVONAT** pour la Promotion et le Volontariat National. Plus de 500 millions de FCFA ont été affectés au financement de ce programme en 2012, et 780 millions de FCFA en 2013. Les volontaires bénéficient d'une allocation mensuelle comprise entre 60.000 FCFA et 40.000 FCFA.
- **L'appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans** entre 2010 et 2015 bénéficiera d'une dotation de 2,5 milliards FCFA pour insérer 1.000 jeunes diplômés/an de la Formation Professionnelle.

• **Programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE)** géré par l'ANPE facilite l'insertion des jeunes dans l'emploi. En étroite collaboration avec les entreprises de tous secteurs d'activités et de toutes les tailles, il prend en charge durant une période de six mois renouvelable une fois, les indemnités mensuelles versées aux stagiaires qui sont comprises entre 30.000 FCFA et 70.000 FCFA.

Des structures pérennisent ces programmes :

- Fonds d'Appui au Développement à la Base (FADEB)
- Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques (FAIEJ)
- Agence Nationale du Développement à la Base (ANADEB)
- Implication des structures de microcrédits : FUSEC, WAGES, etc.

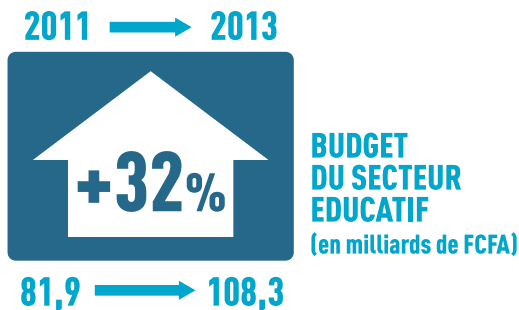
Des moyens nouveaux de communiquer ont été développés :

- **L'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)** a créé un portail web avec **plus de 309 800 consultations** en Mai 2013.

UNIR VOTERA L'EDUCATION POUR TOUS

En 3 ans, le Togo a augmenté son Budget Primaire de 32%

- Atteindre la scolarisation universelle en 2015
- Accroître les moyens humains
- Assurer un taux d'alphabétisation élevé
- Accroître le nombre d'établissements scolaires
- Améliorer les résultats scolaires
- Améliorer la condition des étudiants
- Appliquer la réforme LMD
- Assurer les formations adéquates à l'emploi

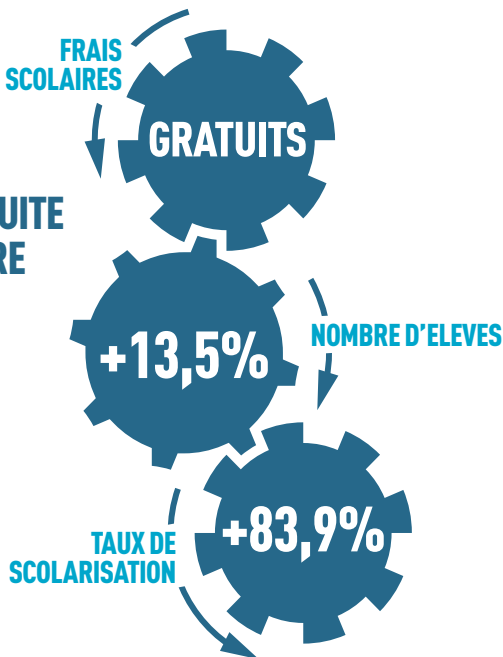




1. VERS LA GRATUITE TOTALE

Dans le souci de favoriser l'accès à l'éducation pour tous, la gratuité des frais scolaires a été mise en place. **C'est une étape franchie vers la gratuité totale de la scolarisation.**

LES EFFETS DE LA GRATUITE DU PRIMAIRE



NOUVELLES CLASSES

PRIMAIRE



2008 → 2012

SECONDAIRE



2008 → 2012

EFFECTIFS D' ENSEIGNANTS

PRIMAIRE



2008 → 2012

SECONDAIRE



2008 → 2012

2. Accroître les moyens humains

Il faut relever le nombre des enseignants et leur niveau de formation car les effectifs ont augmenté selon les régions entre 20 et 41%.

2 nouvelles Ecoles Normales d'instituteurs à Tabligbo (Région Maritime) et à Dapaong (Région des Savanes) sont effectives depuis mai 2013.

3 nouvelles Ecoles Normales sont encore attendues

3. Améliorer les résultats scolaires

- Taux de réussite du BEPC passé de 62,8% pour la session de 2009 à 66,9% pour la session 2012.

- Taux de réussite au BAC 1 passé de 49% en 2012 à 58,4% en 2013.

4. Améliorer la condition des étudiants

Le Gouvernement gère ces revendications :

- En 2013 le Gouvernement a tenu ses engagements et consacré **plus de 6 milliards de FCFA au paiement des primes et allocations de soutien aux 41 256 étudiants** des Universités et Instituts du Togo.

- 10 bus pour l'Université de Lomé, et 5 pour Kara

- Nouvel amphi de 1500 places à l'Université de Lomé et de 500 places à l'Université de Kara

UNIR S'ENGAGE POUR L'APPRENTISSAGE

Les ressources allouées dans le budget primitif ont augmenté de **+91,6% entre 2009 et 2013**

Aujourd'hui 27 lycées et centres régionaux d'enseignement technique et 250 établissements privés offrent des formations tant dans le secteur tertiaire que le secteur industriel.

UNIR s'engage :

- A renforcer les stages en entreprises
- A poursuivre le recrutement
- A favoriser l'accès des encadreurs et formateurs aux technologies de l'information
- A revaloriser le statut de l'Apprentissage
- A développer les infrastructures d'accueil et d'orientation vers la vie active



UNIR DEFENDRA LA SANTE POUR CHACUN

- Faciliter l'accès à des soins de proximité
- Améliorer la qualification du personnel soignant et la qualité des équipements des centres de santé
- Favoriser la protection maternelle
- Amplifier la lutte contre le paludisme : réduire au moins de 50% la mortalité due au paludisme
- Poursuivre la lutte contre la tuberculose, la rougeole et la poliomyélite
- Améliorer la lutte contre les maladies non transmissibles
- Prolonger le programme pour l'amélioration de la santé des enfants
- Poursuivre et accroître les campagnes de lutte contre le SIDA

Dès la maternité et la petite enfance jusqu'à l'âge adulte avec l'accès aux services de santé garanti, les Togolais attendent des soins de qualité, dispensés par du personnel qualifié dans des équipements performants.

Les Togolais doivent être préparés à affronter les difficultés de la vie et sortir de leur jeunesse, sains et forts.

*«La santé demeure
prioritaire.
Il faudra poursuivre
et intensifier
les transformations
nécessaires »*

Faure Essozimna Gnassingbé
extrait «Mon programme 2010-2015»

1. Pour faciliter l'accès aux soins

Il faut réduire la distance entre le malade et le centre de santé, 4km c'est encore trop.

- Plus de 1000 structures de santé ont été créés depuis 2012 et il faut continuer à ce rythme.

REPARTITION DES CENTRES DE SANTE

	LOME COMMUNE	MARITIME	PLATEAUX	CENTRALE	KARA	SAVANES
CHU	2	0	0	0	1	0
CHR	1	1	1	1	1	1
HOPITAL SPECIALISE	0	1	1	0	0	0
HOPITAL DE DISTRICT	1	4	8	3	6	3
HOPITAL CONFESSIONNEL	0	2	4	1	0	1
USP	5	104	133	75	96	57
CMS ET CABINET MÉDICAL PRIVÉ	140	35	33	11	23	9
PMI	0	0	11	1	8	4
CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE	1	0	0	0	0	0
INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	1	0	0	0	0	0
CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPÉDIQUE	1	0	1	1	1	1

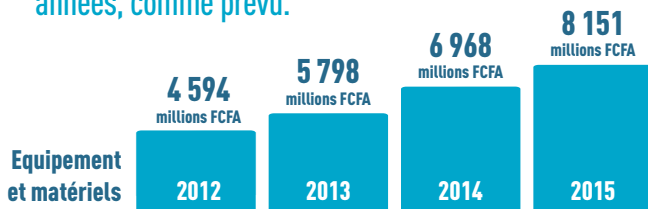
2. Bientôt 10 000 professionnels de Santé

Il faut augmenter les ressources humaines. Depuis plusieurs années le Gouvernement s'attache à **augmenter les moyens humains, garantir une meilleure répartition et assurer un meilleur niveau de qualification.**

- **8500 Agents communautaires disponibles**
- **1000 Agents de Santé** seront engagés par l'État en 2013
- **400 nouveaux agents diplômés** par an sont attendus

3. Améliorer les équipements des centres de santé

Le renforcement des plateaux techniques des structures de santé sera poursuivi ces prochaines années, comme prévu.



Budget affecté à l'équipement et au matériel des centres de santé (Par le PNDS, prévision, en millions de FCFA)

4. Accroître l'espérance de vie

- L'espérance de vie à la naissance est passée de 55 ans en 2000 à 63,3 ans en 2012. Elle doit augmenter encore.
- Le taux de mortalité infantile pour 1.000 naissances vivantes a baissé de 79 en 2000 à moins de 73 en 2012
- Taux brut de mortalité pour 1.000 habitants de 8,1
- Le nombre de femme recevant des soins prénataux est passé en 73% en 2000 à 87% en 2012
- En 2012, 21.000 kits de césarienne(pour 1 milliard de FCFA) ont été acquis C'est un progrès à poursuivre.

5. Accompagner les malades du SIDA

Faire reculer le VIH/SIDA et accompagner les personnes atteintes doit être une priorité. L'implication financière de l'Etat doit être croissante.

- Baisse de la prévalence du VIH/sida total chez les 15 à 49 ans de 4% en 2000 à 3,2% en 2012
- Mise en place de 22 nouveaux centres de conseil et de dépistages VIH/SIDA en 2012. A poursuivre
- 31 000 personnes ont pu bénéficier d'une prise en charge du traitement antirétroviraux par l'Etat en 2012. Un dispositif à reconduire.

6. Réduire d'au moins de 50% la morbidité et la mortalité due au paludisme

Les moyens de lutter contre le paludisme existent. La prévention (moustiquaires imprégnées de longue durée, assainissement de l'environnement domestique...) et les traitements luttent efficacement contre le paludisme.

- Traiter 80% des enfants à l'ACT à la fin du PNDS, soit d'ici 2015.
- Accroître le pourcentage des enfants âgés de moins de 5 ans dormant sous une moustiquaire imprégnée : 60% en 2012

7. Poursuivre l'effort de lutte contre la tuberculose, la rougeole et la poliomyélite

La multiplication et l'intensification des campagnes de vaccination maintenues années après années a permis de faire reculer ces maladies. L'effort doit être poursuivi.

- La preuve, la poliomyélite est totalement éradiquée avec 95% de vaccination.

8. Améliorer la lutte contre les maladies non transmissibles

- La mise en œuvre des différentes stratégies de lutte contre les maladies non transmissibles permettrait de réduire la mortalité néonatale de 35%, la mortalité chez les moins de cinq ans de 42% et la mortalité maternelle de 28% durant la période 2012-2015

9. Priorité à la santé des enfants

L'amélioration de la santé des enfants en bas âge est primordiale. Les actions des 2 dernières années seront prolongées en 2014.

- Chaque enfant de moins de 5ans reçoit un supplément en micronutriments et en fortification, accompagné d'un déparasitage systématique.
- Des campagnes de supplémentation en vitamine A ont été organisées, permettant à près d'un million d'enfants d'en bénéficier. Il faudra faire mieux.
- 3 262 enfants souffrants de malnutrition sévère aigüe ont bénéficié d'une prise en charge par l'État (2012)



UNIR DONNERA LA PRIORITE A L'EAU

- Parce que réduire la pénibilité d'accès à l'eau c'est réduire la pauvreté ordinaire quotidienne
- Parce que disposer d'un point d'alimentation en eau potable de proximité est une obligation sociale
- Parce qu'il faut protéger l'environnement
- Pour cela il faut adopter un Code de gestion saine des ressources appliquant des règles de tarification et un cadre réglementaire porteur
- Développer l'assainissement urbain

Les ressources en Eau sont estimées à **9 milliards de m³** en eau souterraine et à **12 milliards de m³** en eau de surface.

1. Programmer la priorité de l'Eau

Sur la période 2009-2013 plus de 75 milliards FCFA ont été affectés à l'Eau.

Un Plan d'Actions National pour le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement, le PANSEA finalisé en mai 2011, est prévu jusqu'à l'horizon 2015.

Le PANSEA ambitionne d'atteindre plus de 60% des objectifs des OMD à l'horizon 2015. Il prévoit d'investir 179 milliards FCFA pour les Alimentations en eau potable et 168 milliards de FCFA pour l'Assainissement.

2. Des équipements déjà programmés

Ceci veut dire la réalisation sur la période 2012/2015, compte tenu des programmes terminés sur la période 2011/2012 d'au moins :

- 2 550 nouveaux AEP en milieu rural et semi rural

Soit des besoins financiers de 23,3 milliards FCFA en milieu rural, de 21,1 milliards FCFA en milieu semi-urbain et de 106,8 milliards FCFA en milieu urbain.

172 REALISATIONS DE POMPES A MOTRICITE HUMAINE PMH EN MILIEU RURAL EN 2012

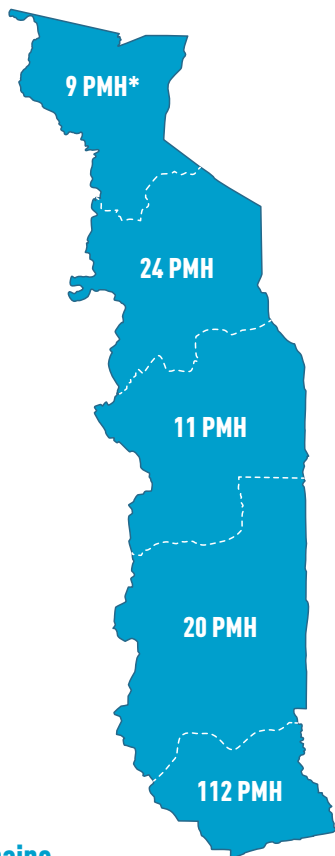
• SAVANES

• KARA

• CENTRALE

• PLATEAUX

• MARITIME



* Pompes à Motricité Humaine

4. Des projets d'Assainissement

Le taux d'accès à l'eau potable de 50% est encourageant mais révèle bien l'ampleur de la tâche des projets à aboutir.

● Le projet P.E.U.L.

Projet d'Environnement Urbain de la ville de Lomé qui compte actuellement plus de 1,5 million d'habitants et dont la population devrait s'accroître de plus d'un million d'ici 2015.

Ce projet prévoit :

- le drainage des eaux pluviales
- 7 centrales de gestion des ordures ménagères

● Le projet P.A.U.T.

Programme d'Aménagement Urbain au Togo, entièrement financé par l'Union Européenne (UE) pour un montant total de 21,120 millions d'Euros, soit 13,9 milliards de FCFA.

Il prévoit l'amélioration des conditions sanitaires des populations sur l'ensemble du territoire avec l'assainissement dans les villes de Lomé, Dapaong, Niamtougou, Kara, Basilo, Sokodé, Sotouboua, Blitta, Atakpamé, Kpalimé, et Notsé. A Lomé, les deux exutoires sont désormais en service.

- **Le projet P.A.Z.O.L.**

Projet d'Aménagement de la Zone Lagunaire dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence d'Exécution des Travaux Urbains (AGETUR) concerne Lomé mais également Aného, Kpalimé...

Il s'agit de la **réhabilitation spectaculaire du système lagunaire avec approfondissement et curage du lac de Bé**, pour un montant de plus de **7,9 milliards de FCFA**.

- **Le projet P.U.R.I.S.E.**

Projet d'Urgence et de Réhabilitation des Infrastructures et des Services Electriques, projet d'un montant de 21 milliards de FCFA. Engagé à plus de 75%, ses travaux de drainage dans les quartiers Agbalépédogan/Aflao-Gakli et Tokoin Forever, sont lancés depuis juin 2011.

5. Des projets spécifiques

La multiplication des interventions traduit bien la volonté gouvernementale de lutter sur le front de l'eau et de l'assainissement.

- En 2013 poursuite de création de points d'eau dans les régions des Savanes (1,6 milliard FCFA budgétisé) et Maritime (2 milliards FCFA budgétés).

6. Le coût de l'Eau

Cette ressource de qualité est souvent de proximité désormais, mais n'est pas gratuite.

La production d'une eau de qualité avec des débits et des pressions suffisantes, impose que la Togolaise des eaux (TdE) dispose des ressources financières suffisantes pour traiter ces questions tout à fait fondées.

Les tarifs de l'eau n'ont pas été revalorisés depuis presque quinze ans.

Une politique tarifaire équilibrée encouragera les partenaires au Développement à poursuivre leur appui sans lequel les objectifs OMD 2015 ne pourront être atteints ou approchés.

La nouvelle tarification de l'eau désormais applicable sur l'ensemble du territoire est équilibrée.

7. Un secteur à planifier

- Pour accélérer son action, le ministère de l'Eau a créé une Direction de la Planification et de la gestion des ressources en eau, dotée de moyens.

- Avant de réaliser ces investissements lourds, il y a une phase d'études et d'ingénierie, dont on ne peut pas raccourcir la durée comme par exemple pour les bassins de Todman, Togo 2000 et CAP Admini.

Les budgets pour le secteur de l'Eau et l'Assainissement ont été conséquents sur la période 2009-2013 : plus de 75 milliards FCFA.

La preuve s'il en fallait une que le service si quotidien d'ouvrir un robinet et de trouver naturel que l'eau soit servie à volonté a un réel coût de production et d'acheminement jusqu'aux citoyens.

Plus que jamais l'Eau mérite son qualificatif de «source de vie».

« Toutes les localités sans adduction ou forages seront desservies en eau potable. Tel est mon objectif »

Faure Essozimna Gnassingbé, candidat.
extrait «Mon Programme 2010-2015»



UNIR SOUTIENDRA L'AGRICULTURE

L'agriculture fait vivre 70% de la population du Togo.

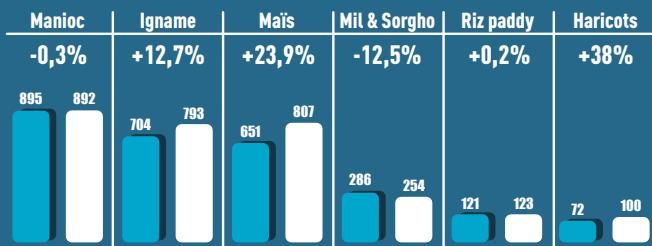
- Il faudra toujours accompagner le développement des cultures vivrières afin de garantir la sécurité alimentaire du pays et des prix compétitifs aux producteurs
- Il faudra dynamiser le secteur des cultures de rente, coton, café et cacao et aussi soutenir les secteurs de l'élevage et de la pêche
- Il sera nécessaire de développer les infrastructures rurales indispensables à la commercialisation des productions locales et doter les secteurs des moyens humains et techniques requis
- Maitriser les ressources nécessaires en eau notamment pour l'accroissement des rendements

1. Exporter les excédents

● Les cultures vivrières

• Ces quatre dernières années, on a atteint des niveaux records de production et d'excédents céréaliers permettant à l'ANSAT (AGENCE Nationale de Sécurité Alimentaire) d'exporter vers les pays de la sous-région. Ceci a incité les exploitants agricoles à produire davantage en accroissant les superficies cultivées, ce qui **contribue à la réduction de la pauvreté.**

PRODUCTIONS VIVRIERES ENTRE 2009 & 2013 (en milliers de tonnes)



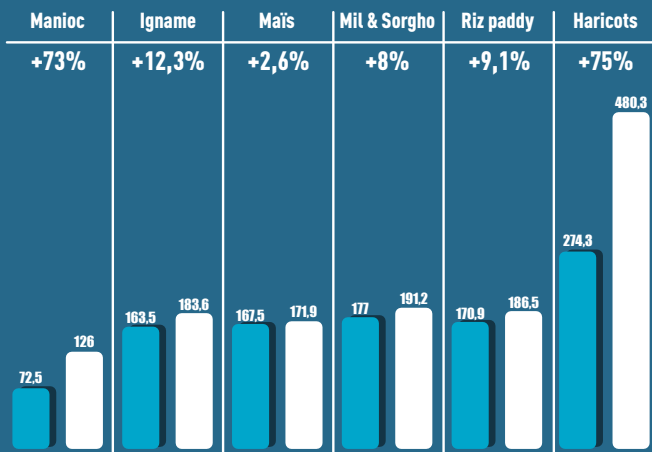
source DSIP/MAEP - 2013 prévision

● Garantir les prix payés aux producteurs

Ces prix suivent tous une évolution à la hausse qui ne peut que motiver les producteurs à produire d'avantage.

Cette augmentation participe à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

PRIX PAYES AUX PRODUCTEURS PAR CAMPAGNE ENTRE 2009 & 2013 (en FCFA/kg)



source DSIP/MAEP

● Des aides, des appuis, des mesures complémentaires

C'est l'implication forte de l'État et des diverses structures du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) qui obtient des résultats.

- Approvisionnement supplémentaire de 8.500 tonnes d'engrais en 2012 grâce à l'octroi d'une aide du Chef de l'Etat
- Fourniture des engrais en forte progression, de 35.000 tonnes à 42.000 tonnes pour 2012/2013.
- Prix maintenu au plancher pour la cession du sac de 50 kg d'engrais, à 11.000 FCFA
- Augmentation des semences céréalières mises à la disposition des producteurs
- Subvention du labour à hauteur de 20.000 FCFA/hectare
- «Crédit engrais» remboursable en nature initié par l'ANSAT auprès des petits producteurs
- Aménagements hydro-agricoles
- Création d'infrastructures de stockages
- Construction et réhabilitation de pistes rurales et de marchés ruraux

2. Les cultures de rente

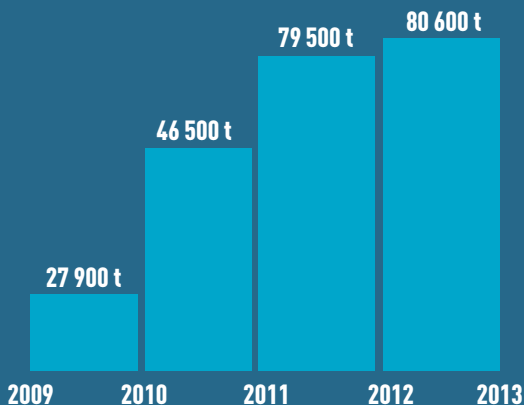
● La filière coton

La relance maîtrisée de la filière est axée sur la qualité du coton graine.

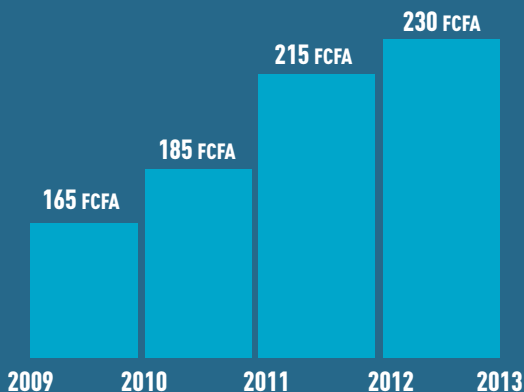
Les producteurs ont retrouvé la confiance grâce

- A la création de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT)
- A l'apurement des arriérés dûs par la SOTOCO aux producteurs, soit 22 milliards de FCFA
- La mise en place d'un mécanisme transparent du prix d'achat du coton graine aux producteurs
- Paiement sans délai du coton graine aux producteurs (un engagement fort de la NSCT)
- De cours mondiaux certes fluctuants mais qui connaissent des évolutions favorables
- La NSCT ambitionne, entre 110.000 et 120.000 tonnes de coton graines pour 2013/2014

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE COTON GRAINE (en tonnes)



PRIX PAYE AUX PRODUCTEURS (en FCFA/kg)



source DSIP/MAEP

OBJECTIFS A MOYEN TERME

● La filière Café & cacao

Ces deux produits nécessitent des programmes d'investissements assez conséquents.

Mais c'est un travail de longue haleine qui repose sur le développement d'un système d'appui/conseil du projet PASA. Les résultats seront perceptibles à moyen terme.

PRODUCTION CACAO

(en tonnes)

2009 → 2013



13 100 → 17 700

PRODUCTION CAFE

(en tonnes)

2009 → 2013



11 700 → 15 600

source DSIP/MAEP - 2013 prévision

● Des secteurs en difficulté

L'élevage continue à représenter une activité rurale importante qui touche une population estimée à plus de 1.250.000 personnes. Mais les progressions sont lentes. Le Togo reste structurellement déficitaire en production carnée.

Le secteur de la pêche connaît lui aussi une situation difficile. La production couvre à peine 50% de la consommation. L'avenir réside essentiellement dans le développement de la pisciculture.

2. Priorité au développement de l'agriculture

Avec le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (**PNIASA**), ce sont deux objectifs qui sont recherchés.

- Accroître le revenu des exploitants agricoles.
- Améliorer les conditions de vie des populations rurales, en particulier celles des femmes et des jeunes.

OBJECTIFS A MOYEN TERME

Le **PNIASA** est cofinancé par le Gouvernement togolais et par les bénéficiaires du projet : 55,8 Milliards de FCFA. Il décline les sous programmes suivants :



- Il est appuyé techniquement et financièrement par la Banque Mondiale (BM), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC).

- **Engagements financiers des partenaires du projet déjà conséquents : 55,8 milliards FCFA**

- Production végétale : 38,7 milliards FCFA
- Production animale : 4,5 milliards FCFA
- Production halieutique : 1,5 milliard FCFA
- Recherche et conseil agricoles : 5,9 milliards FCFA
- Renforcement des capacités et gestion : 5,2 milliards FCFA

OBJECTIFS A MOYEN TERME

- **Trois projets sont déjà opérationnels pour la mise en œuvre du P.N.I.A.S.A.**

PADAT

Projet
d'Appui au
Développement
Agricole
du Togo

PASA

Projet
d'Appui au
Secteur
Agricole

PPAAO

Programme de
Productivité
Agricole en
Afrique de
l'Ouest

LE P.A.D.A.T. : 9,6 Milliards FCFA

- Objectif : améliorer sur la période 2011/2016 la sécurité alimentaire et les revenus d'au moins 385.000 petits producteurs dont au moins 50% de femmes et de jeunes, vivant dans des zones de très grande vulnérabilité.
- Appuyer la production et la productivité et valoriser les productions de maïs, de riz et de manioc
- Ce qui passe par :
 - L'opération «quick start (démarrage rapide)» consistant notamment à distribuer des semences, engrais, etc.
 - La formation de 3.000 organisations de producteurs (OP).
 - La réalisation de magasins de stockage, abris machines, hangars, marchés,
 - La réalisation d'infrastructures de desserte,
 - La mise à disposition d'outils : motoculteurs, égreneuses, vanneuses, presses, etc.
 - Le développement de partenariats publics/privés

LE P.A.S.A. : 26,7 Milliards FCFA

- Objectifs : ils sont au nombre de trois :
 - valoriser sur la période 2011/2016 les filières de productions végétales vivrières stratégiques, des cultures d'exportation et de la production halieutique.
 - relancer le sous-secteur de l'élevage.
 - appuyer le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs, y compris au sein du Ministère
- Qui se concrétise par : un appui global couvrant l'ensemble des étapes : production, transformation puis commercialisation
- Les bénéficiaires sont nombreux :
 - 60.000 agriculteurs,
 - 13.000 éleveurs,
 - 1.600 pêcheurs,
 - 500 mareyeurs
 - et environ 650.000 ménages bénéficiaires de campagnes de vaccination volailles et/ou petits ruminants.

LE P.P.A.A.O. : 7,7 Milliards FCFA

- Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest

- Objectif : constituant le volet Recherche de développement et Transfert de technologie du PNIASA, il a pour objectif de rendre l'agriculture plus productive et pérenne, par le renforcement des compétences des structures togolaises de recherche et de vulgarisation que sont l'ITRA (Institut Togolais de recherche Agronomique) et l'ICAT (Institut de Conseil et d'Appui Technique) dans le cadre d'une consolidation des compétences régionales. Il faut éviter les redondances entre les travaux conduits dans les pays de la CEDEAO.

- Bénéficiaires directs et indirects :
 - 200 000 producteurs dont 50 000 femmes
 - 120 000 producteurs/entreprises agroalimentaires
 - 100 000 hectares de superficies couvertes pour les nouvelles technologies (semences améliorées).

L'agriculture au Togo participe effectivement à la réduction de la pauvreté et au mieux-être des populations agricoles. Elle dispose désormais des moyens économiques, financiers et humains adaptés à ses ambitions. Bien doté, c'est l'axe majeur du développement du Togo pour les cinq années à venir. C'est un enjeu national qui sera gagné.





UN PROGRAMME D'AVENIR

- www.unir-le-togo.com
- www.ceni-tg.org
- www.haactogo.tg
- www.republicoftogo.com
- togounir.blogspot.com